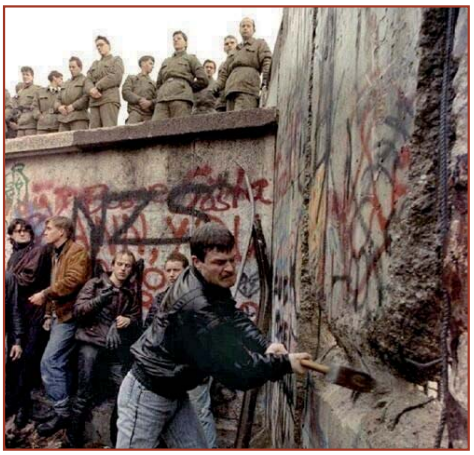
Berlin, 23 novembre 1961

Il y a 30 ans, la chute du mur de Berlin

9 novembre 1989

Fin de l'histoire... ou nouvelle étape de la mondialisation ?

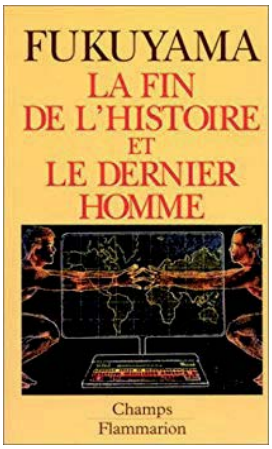
Une page se tournait…



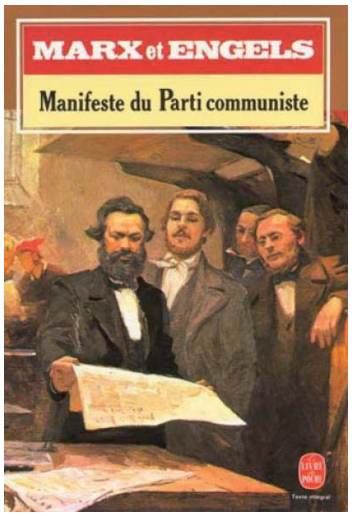
Le 9 novembre 1989, suite à l'annonce par un responsable du parti communiste d'Allemagne de l'Est qu'il n'y aurait désormais plus besoin d'autorisation pour voyager hors du pays, les habitants de Berlin-Est, bientôt rejoints par ceux de Berlin-Ouest, s'attaquaient à démolir le mur qui coupait la ville en deux depuis 1961. Les soldats est-allemands restaient l'arme au pied. La partie la plus haïe du « rideau de fer » qui séparait le « bloc de l'Ouest » du « bloc de l'Est » depuis les débuts de la Guerre froide, tombait dans d'immenses manifestations de joie, relayées par les médias du monde entier.

Le processus ne s'arrêtait pas là. En quelques semaines, c'est l'ensemble du « bloc de l'Est » qui s'effondrait. L'URSS elle-même n'y résistait pas. En décembre 1991, elle décidait de sa propre liquidation. En octobre 1990, l'Allemagne de l'Est était intégrée à la République fédérale. Les diverses nations nées de l'éclatement rejoignaient le « monde libre »…

La « *fin de l'histoire* » ?



Les propagandistes de la bourgeoisie s'en donnaient à coeur joie. L'effondrement du « bloc soviétique », c'était la victoire de l'économie de marché sur la planification, de la propriété privée sur le « collectivisme », de la démocratie sur le « communisme »… les obstacles enfin levés à la marche vers la « mondialisation heureuse », condition pour que règnent éternellement la paix et la démocratie universelles… C'est ce qu'écrivait l'économiste Fukuyama dans son ouvrage, « *La fin de l'histoire* », en 1992…



Mais la mondialisation heureuse a connu le sort que l'on sait…

Les idées communistes, elles, n'ont jamais cessé de vivre. Les titres de « communiste », de « socialiste », de « soviétique » que s'attribuaient ces Etats – comme se l'attribuent toujours la Chine ou la Corée du Nord – n'étaient que de sinistres impostures. Ce qui s'achevait dans les années 1989-1991, après un peu plus de 60 ans de crimes contre la classe ouvrière dont ils se disaient l'émanation, ce n'était pas le communisme mais des dictatures staliniennes.

Aujourd'hui, partout dans le monde, en Algérie, à Hong Kong, ici…, contestation sociale et lutte des classes se développent de plus belle. Elles se nourrissent de la révolte contre l'aggravation des inégalités, le manque de démocratie, l'inertie des pouvoirs face à la montée des risques écologiques, fruits d'un capitalisme en faillite. Elles portent en elles le renouveau des idées de l'émancipation, de Marx, Engels, Lénine, Trotski…

L'histoire est loin d'être finie, une nouvelle époque de révolutions, portant la perspective du socialisme et du communisme, est en train de s'ouvrir.

Les deux blocs qui divisaient l'Europe résultaient du partage décidé à la fin de la 2ème guerre mondiale entre les vainqueurs (USA, Grande Bretagne, France, URSS). Le « bloc de l'Est » était composé de l'URSS et des « Démocraties populaires » : une partie de l'Allemagne, la RDA, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie.

Sous la pression militaire, Staline leur avait imposé des réformes économiques et politiques sensées les transformer en pays « socialistes ». La République fédérale socialiste de Yougoslavie, tout en continuant à se présenter comme socialiste, s'était séparée de la tutelle de Staline en 1948.

Le « rideau de fer », construit dès le début de la Guerre froide, séparait physiquement les deux blocs. Il constituait une frontière le long de laquelle se massaient, côté ouest, les forces de l'OTAN chargées de contenir toute menace « communiste » contre le « monde libre ». Face à elles, dans le cadre du Pacte de Varsovie (accord militaire passé en 1955 avec les Démocraties populaires), l'URSS mobilisait plus de 500 000 soldats, 7 000 chars, des milliers d'avions, d'hélicoptères, des missiles nucléaires. Des troupes d'occupation qui se chargèrent aussi de mater les révoltes sociales, en 1956 en Pologne et Hongrie, en Tchécoslovaquie en 1968…

Mais le « rideau de fer » était surtout destiné à s'opposer à l'exode des populations qui voulaient fuir la dictature. Berlin-Ouest, inclus dans la RDA et occupé par les forces militaires US, Britanniques et Françaises, était encerclé d'un mur de 155 km de long, surveillé par 12 000 soldats qui avaient pour mission de tirer sur tout individu cherchant à fuir la patrie socialiste…

Du partage du monde en 1945 à la Guerre froide

De la peur commune des révolutions…

Churchill, Roosevelt et Staline à Yalta

Alliée des USA dans la guerre parce qu'elle avait le même adversaire, l'URSS fut utile aux grandes puissances impérialistes dans l'immédiat après-guerre. Toutes craignaient une vague révolutionnaire comme celle qui bouleversa l'Europe après la 1ère guerre mondiale.

Aux conférences de Yalta, Potsdam et Téhéran, Roosevelt, Churchill et Staline se partagèrent le monde, en fonction de l'avancée de leurs armées, dans le but d'assurer l'ordre et d'étouffer toute possibilité de révolte dans les territoires occupés.

Les grandes villes allemandes furent soumises à des bombardements intensifs, visant à terroriser les populations et Berlin fut partagée en 4 secteurs (URSS, Etats-Unis, Angleterre et France). Les autres pays de l'Est furent occupés par l'armée soviétique qui aida à mettre en selle des gouvernements d'union nationale comprenant des représentants des anciennes classes dirigeantes, propriétaires fonciers, aristocrates et bourgeois, et des régimes dictatoriaux d'avant-guerre. C'est en bon loyal serviteur de l'ordre capitaliste que Staline constitua son « glacis ».

… au début de la « Guerre froide »

Une fois l'ordre rétabli dans la vieille Europe ravagée par la guerre, le conflit repris entre les Etats-Unis, première puissance incontestée, et l'URSS.

Pour étendre leur domination, les Etats-Unis inondèrent l'Europe de capitaux en lançant le plan Marshall pour la reconstruction des pays détruits par la guerre. Pour Staline, il n'était pas question de laisser l'aide américaine pénétrer les territoires nouvellement conquis, il fallait les soumettre à sa botte.

Pour défendre son « glacis », la bureaucratie d'URSS élimina par des coups de force en 1948-1949 les éléments non fiables des gouvernements des pays de l'Est, pour ne garder que ceux qui se ralliaient à ses intérêts. Ces régimes n'eurent de communistes que le nom et à aucun moment les travailleurs ne participèrent à ces coups d'Etat bureaucratiques accouchant de dictatures brutales et haïes par la population.

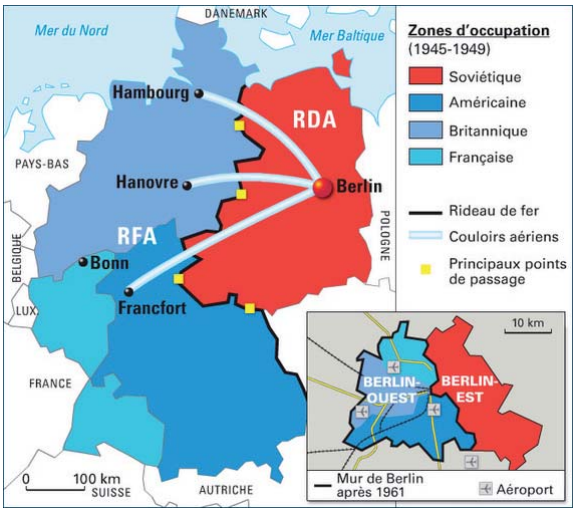
En février 1948, le PC tchécoslovaque aux ordres de Staline orchestre la chute du pouvoir parlementaire en place depuis la fin de la guerre. Après un vote sur liste unique où le PC obtient 90 % des voix, le secrétaire du parti, Klement Gottwald (ci-dessus) devient président de la Tchécoslovaquie « socialiste »… C'était « le coup de Prague», un cas parmi d'autres des méthodes utilisées par les staliniens pour assurer leur main-mise.

1961, le mur de Berlin, le « mur de la honte »

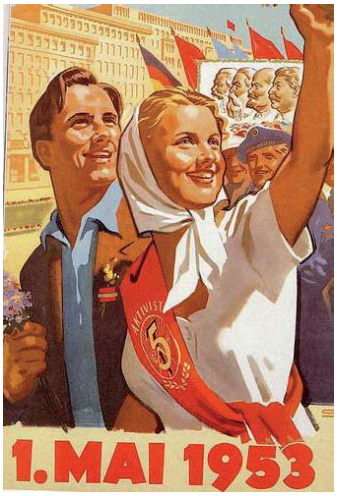
L'Allemagne fut au centre de la guerre froide, puisque divisée entre le secteur soviétique, à l'est, qui allait devenir la RDA, et les secteurs occidentaux, à l'ouest, qui s'unifièrent à cette époque sous l'égide des Etats-Unis et allaient devenir la RFA, mais aussi dans la partie occidentale de Berlin, une enclave dans la zone d'influence soviétique.

L'URSS tenta d'abord d'isoler Berlin ouest de la RFA par un blocus, qui dura près d'un an de juin 1948 à mai 1949, avant que les deux Etats indépendants ne se mettent en place. Puis en 1961, face à l'impossibilité d'empêcher les exodes massifs vers l'ouest qui se faisaient par Berlin, les dirigeants de la RDA firent construire, à partir de la nuit du 12 au 13 août 1961, sous surveillance militaire et policière, un mur de 155 km, hérissé de miradors et de postes de gardes, qui partagea Berlin en deux jusqu'en 1989. Plus d'un millier de personnes aurait perdu la vie en essayant de le franchir.

1961, la construction du mur de Berlin



Les « démocraties populaires », sinistre carricature du socialisme



... à Berlin Est

D'emblée, la bureaucratie stalinienne imposa à ces régimes dits « démocraties populaires » sa dictature et des structures économiques comparables à celles qui existaient en URSS, à commencer par l'étatisation et un strict contrôle du commerce extérieur, seul moyen de conserver ces territoires sous son emprise.

Ces transformations furent imposées par la violence la plus brutale, dans le cadre des frontières de plus en plus morcelées, tracées au mépris des peuples par les puissances impérialistes lors des deux guerres mondiales. Les discours des dirigeants staliniens sur l'internationalisme ne les empêchèrent pas de construire une vraie prison des peuples et d'imposer des frontières particulièrement hermétiques entre pays de l'Est eux-mêmes !

Des mesures d'étatisation...

Usine Trabant

L'Etat prit en charge la direction de l'économie. Dans ces pays sous-développés et parfois presque féodaux (sauf l'Allemagne de l'Est), il n'y avait personne d'autre pour remettre en route des économies nationales complètement ruinées par la guerre. Sans compter que la bourgeoisie nationale de ces pays avait été largement dépossédée par les Allemands durant la guerre.

Sous la protection des Etats nationaux, une économie allait se développer, avec des usines nouvelles, d'immenses chantiers de construction et une classe ouvrière jeune, issue des campagnes et bien plus nombreuse qu'avant la guerre.

Les villes polonaises par exemple, regroupaient en 1931 à peine plus de 27 % de la population. Elles en comptaient 39 % en 1950, et plus de 48 % en 1960.

... qui enrichissent surtout les privilégiés

Les Partis « communistes » staliniens relayaient partout ces mesures à grand renforts de propagande, présentant l'intervention de l'Etat comme la marche vers le socialisme... Comme si les bourgeoisies des pays impérialistes ne faisaient pas de même, à commencer par de Gaulle qui nationalisait des secteurs entiers comme le système bancaire pour relancer la machine capitaliste au lendemain de la guerre !

Mais la propagande stalinienne ne suffisait pas à cacher la réalité d'une dictature féroce et de l'exploitation de cette jeune classe ouvrière au profit de la bureaucratie en URSS et d'une couche de privilégiés, s'enrichissant à l'ombre de l'Etat.

Dès la fin des années 40, en Tchécoslovaquie, un directeur d'industrie gagnait bien souvent près de 80 fois plus que les ouvriers les plus mal payés, sans parler de l'usufruit gratuit d'une villa, d'une auto avec chauffeur...

le « socialisme réel »...

Dès les années 60, ces directeurs se tournèrent vers des fournisseurs d'Europe occidentale pour équiper leur industrie. Ils profitèrent aussi de mesures accordant une autonomie plus grande aux entreprises ou réduisant la centralisation de l'économie, etc.

Cette couche de privilégiés se renforça, s'enrichit, dépassa le simple cadre des fonctionnaires d'Etat et commença à manifester ses propres aspirations à s'enrichir et à prendre une certaine indépendance vis-à-vis de l'URSS.

Mais la véritable révolte contre ces régimes haïs viendra de la classe ouvrière, qui très vite dénonce ses conditions de vie, intervient par ses luttes sur le terrain politique.

Les révoltes ouvrières face à la dictature stalinienne et ses relais

Dès la mort de Staline en 53, une grève partit du chantier de la Stalinallee à Berlin, contre l'augmentation des normes de travail. Très vite, les revendications devinrent politiques : baisse des prix, élections libres et secrètes. Pendant quelques jours, les ouvriers de la Stalinallee en grève générale avec des conseils ouvriers élus, défièrent la dictature « communiste ». L'armée d'occupation soviétique intervint brutalement.

Ouvriers de Berlin face aux chars de Staline

1956, une vague de révoltes ouvrières

En Pologne, les travailleurs partirent en grève, réclamant du pain, mais aussi la liberté et la démocratie, « A bas le faux communisme » ! Des Conseils ouvriers se constituèrent un peu partout, obligeant les bureaucrates soviétiques à composer avec les dirigeants locaux, pour faire rentrer la classe ouvrière dans le rang en échange de quelques promesses.

Fraternisation dans les rues de Budapest

En Hongrie, d'immenses manifestations s'en prirent aux symboles de la dictature soviétique, malgré les fusillades. Leur détermination entama le moral des soldats russes, qui les laissèrent s'emparer de leurs armes. Les travailleurs commencèrent à s'organiser en Conseils ouvriers et comités révolutionnaires, mettant en place l'embryon d'un pouvoir ouvrier qui commença à contrôler les usines et organiser l'approvisionnement et la répartition.

Mais ils laissèrent le devant de la scène politique à des oppositionnels, limitant leur combat à une plus grande indépendance de l'Etat national vis-à-vis de Moscou. La bureaucratie russe écrasa la révolte sous ses chars.

1968, le Printemps de Prague

Des mouvements réclamant plus de libertés se développaient à Varsovie, Belgrade ou Prague. Même si les ouvriers, encore paralysés par la répression féroce de 56, laissèrent pour l'essentiel le champ libre aux politiciens attirés de plus en plus par l'économie de marché capitaliste, le mouvement fut un nouvel encouragement à la contestation des dictatures. L'armée soviétique écrasa à nouveau le mouvement.

Printemps de Prague

1980 Grève des chantiers navals de Gdansk en Pologne

En Pologne, fin 1970, des émeutes ouvrières contre l'augmentation des prix eurent eu lieu dans plusieurs villes, réprimées dans le sang, suivies de plusieurs grèves les années suivantes. En août 1980, la grève des 17 000 travailleurs des chantiers de Gdansk fit reculer la dictature. Forts des leçons des luttes précédentes, les travailleurs voulaient contrôler leur lutte jusqu'au bout. Un comité de grève régional regroupant 600 entreprises, le MKS, imposa des revendications politiques pour toute la classe ouvrière : l'annulation de l'augmentation des prix de 50 % à 70 %, la reconnaissance du syndicat Solidarność, du droit de grève, la liberté d'expression. Les grévistes imposèrent que les négociations soient retransmises en direct par haut-parleurs.

La grève aux chantiers navals de Gdansk

Cette victoire mettait à l'ordre du jour la question d'un gouvernement des travailleurs garantissant les concessions arrachées. Walesa et la direction du syndicat libre Solidarność, prisonniers de leurs liens avec l'Eglise et réformistes, refusèrent ce combat. En 1981, Walesa annula la grève générale prévue face aux exactions de la milice contre des militants du syndicat. L'armée reprendra la situation en main par un coup de force en décembre 1981.

Mais un mouvement irréversible était en marche....

De l'effondrement du mur de Berlin à la dissolution de l'URSS

Le 9 novembre 1989, des foules immenses franchissent le mur de Berlin, dont des portions sont abattues les unes après les autres dans les jours qui suivent. Un évènement retransmis en direct par les télévisions du monde entier, qui suscite l'enthousiasme et la solidarité de centaines de millions de travailleur.se.s et de jeunes de tous continents.

Berlin, novembre 89

Depuis plusieurs années, le « Bloc de l'Est » se fissure sous la pression des luttes des travailleur.se.s et de la population, d'abord en Pologne et en Hongrie, puis en Allemagne de l'Est (RDA). La bureaucratie stalinienne a de moins en moins les moyens d'imposer son contrôle et sa domination.

L'aspiration à la liberté et les espoirs sont immenses parmi la jeunesse et les classes populaires. Dans les semaines qui suivent, les régimes tombent à leur tour en Bulgarie, Tchécoslovaquie et Roumanie.

Bucarest, Roumanie, décembre 1989

Mais les espoirs, l'enthousiasme,vont se fracasser sous les coups des rapports d'exploitation et de la violence capitalistes. L'avidité des multinationales et des banques occidentales qui voient enfin tomber ce qui entravait leur expansion vers cet immense marché à l'Est, va répandre le chaos dont la guerre en ex-Yougoslavie est une dramatique illustration.

Des pays lourdement endettés auprès des banques occidentales

Gdansk, Pologne, 1980

Depuis les années 80, les pays de l'Est se sont lourdement endettés dans l'espoir de desserrer l'étau face aux révoltes ouvrières.

Les banques occidentales ne demandent qu'à prêter, à la recherche de nouveaux débouchés pour leurs capitaux depuis la crise des années 70 et la fin de la période d'essor qui a suivi la guerre. Nombre de pays pauvres s'endettent alors lourdement, contre un fort taux d'intérêt, dans l'espoir illusoire de rattraper leur retard industriel.

C'est le cas des pays de l'Est qui, à travers ces prêts, deviennent de plus en plus dépendants des rapports capitalistes. Fin 1989, l'OCDE évalue l'encourt total de leur dette à 148,2 milliards de dollars, soit 12 % de l'endettement mondial... A la tutelle défaillante de Moscou se substitue de fait celle du FMI.

En URSS, pérestroïka et restauration capitaliste

L'URSS elle-même est prise à la gorge. Sa situation économique ne lui permet plus de consacrer des sommes phénoménales au budget militaire (près de 20 % du PIB dans les années 80) et à la guerre froide. Elle n'a plus les moyens de faire le gendarme dans les pays de l'Est déjà entraînés dans l'orbite capitaliste.

En URSS, les bureaucrates responsables de secteurs économiques aspirent de plus en plus ouvertement à s'approprier les richesses qu'ils contrôlent et à restaurer la propriété privée capitaliste.

Gorbatchev, au pouvoir de 1985 à 91, sera l'artisan d'une tentative de libéralisation économique. Il demande aux USA de Reagan et Bush un désarmement bilatéral. La fin de la Guerre froide est signée en décembre 1989. En juillet 1991, le pacte de Varsovie est dissout, les soldats russes qui stationnaient dans les pays de l'Est sont rapatriés.

Les fractions rivales de la bureaucratie qui se déchirent n'en partagent pas moins la même aspiration, prendre place dans le processus de retour à l'ordre bourgeois. Les logiques nationalistes sont à l'œuvre, les républiques déclarent leur indépendance les unes après les autres. Après un coup d'Etat manqué, Gorbatchev démissionne le 25 décembre 1991. L'URSS est officiellement dissoute le lendemain.

« nouvelle offensive de paix de Gorbatchev » Reagan, Bush, Gorbatchev en Une du Time 19 déc 88

Chronologie 1989-1991

5 avril 1989. Signature des accords de la « Table ronde » en Pologne

C'est sur cette table que le général Jaruzelski, premier secrétaire du PC polonais et chef d'Etat, fut contraint de signer, avec Lech Walesa, dirigeant de Solidarność, un accord qui concluait victorieusement neuf années de lutte du syndicat pour obtenir son droit à l'existence. Aucune mesure répressive n'avait été capable de venir à bout du mouvement parti en 1980 des grèves massives dans les chantiers navals de Gdansk. Le mouvement posait la question de la démocratie politique et bénéficiait d'un immense soutien populaire, y compris au-delà des frontières polonaises.

Le 5 avril, Jaruzelski, qui ne pouvait plus compter sur Gorbatchev, acceptait l'instauration du pluralisme syndical et l'organisation d'élections « semi-démocratiques » au parlement, le Parti communiste conservant 65 % des sièges.

2 mai 1989. Ouverture de la frontière hongroise avec l'Autriche

Le gouvernement hongrois, qui a senti que la situation devenait impossible à tenir et compris que Gorbatchev ne s'y opposerait pas, ouvrait une brèche de quelques mètres dans le rideau de fer qui séparait la Hongrie de l'Autriche. Un « pique-nique international » était organisé. Durant l'été, des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est en vacances en Hongrie en profitaient pour passer à l'Ouest.

9 novembre 1989. Chute du Mur de Berlin

Depuis début septembre, les « manifestations du lundi » rassemblaient, au cri de « nous sommes le peuple ! », des milliers de manifestants dans plusieurs villes de RDA, exigeant des réformes démocratiques.

Le 9 novembre, sous la pression et prenant acte du fait que la frontière entre l'Autriche et la Hongrie était ouverte et que les murs érigés par la RFA avaient perdu toute efficacité, le pouvoir jettait l'éponge.

Le mur de Berlin tombait…

10 novembre 1989. En Bulgarie…

Todor Jivkov, Président de la Bulgarie et secrétaire général du PC bulgare depuis 1954, est remplacé par un « communiste réformateur ».

17 nov.-29 déc. 1989. « Révolution de velours » en Tchécoslovaquie

La dispersion violente par la police, le 17 novembre, d'une manifestation d'étudiants entraîne une série de manifestations qui provoquent la démission de l'ensemble du pouvoir « communiste » en Tchécoslovaquie. Le « dissident » Vaclav Havel est élu président de la République tchécoslovaque.

16-25 décembre 1989. « Révolution roumaine »

Le 16 décembre, à Timisoara, l'armée tire sur une manifestation en soutien des droits de la minorité hongroise. Cette intervention de l'armée provoque une explosion sociale qui aboutit à l'arrestation le 22 du dictateur Nicolae Ceausescu et de son épouse. Condamnés à mort à l'issue d'un procès sommaire, ils sont exécutés le 25 décembre.

3 octobre 1990. Réunification allemande

Moins d'un an après la chute du mur, la République démocratique allemande est intégrée dans la République fédérale d'Allemagne. L'accord est négocié entre les 4 vainqueurs de la 2ème Guerre mondiale, USA, Grande Bretagne, France et URSS et les deux allemagnes, la RFA et la RDA.

26 décembre 1991 – Désintégration et fin de l'URSS

En quelques mois, la situation basculait en URSS frappée par une crise économique et politique profondes.

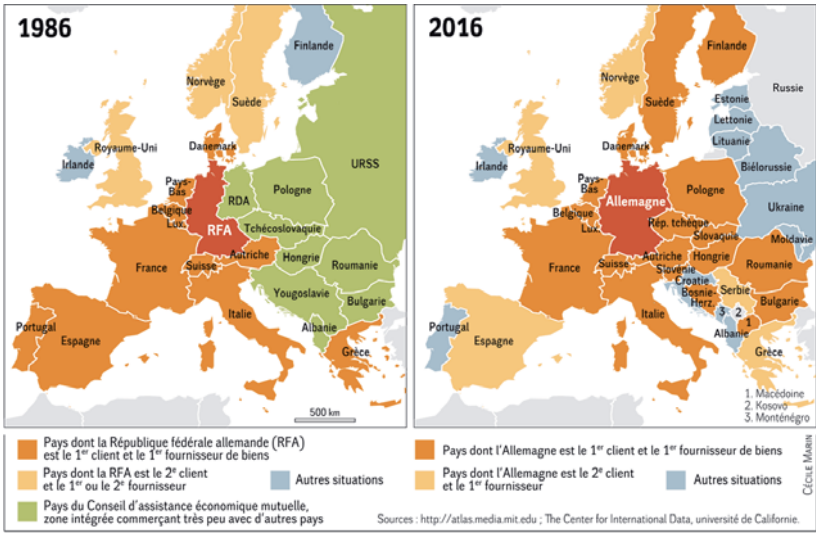
Elle éclatait en diverses républiques et s'auto-dissolvait le 26 décembre 1991.

Intégration dans le marché mondial… et dépeçage sur le dos des travailleur.se.s

Offensive des puissances européennes pour intégrer les nouveaux pays « libres » à leur zone d'influence

A peine le rideau de fer tombé, capitalistes et multinationales se précipitent pour mettre la main sur ce qui est rentable, entreprises, matières premières, ressources naturelles, et bénéficier d'une main d'œuvre qualifiée, jeune et… peu chère !

La réunification de l'Allemagne va transformer la puissance économique de la bourgeoisie ouest-allemande. Les trusts rachètent à bas prix les meilleurs morceaux des entreprises de l'ex-RDA et démantèlent le reste, provoquant chômage et misère. 30 ans après la réunification, l'est de l'Allemagne est toujours sinistré, les salaires y restent inférieurs de 21 % à ceux de l'ouest. Le patronat européen met en concurrence travailleurs de l'est et de l'ouest pour mieux peser sur les salaires, les conditions de travail, les garanties collectives.

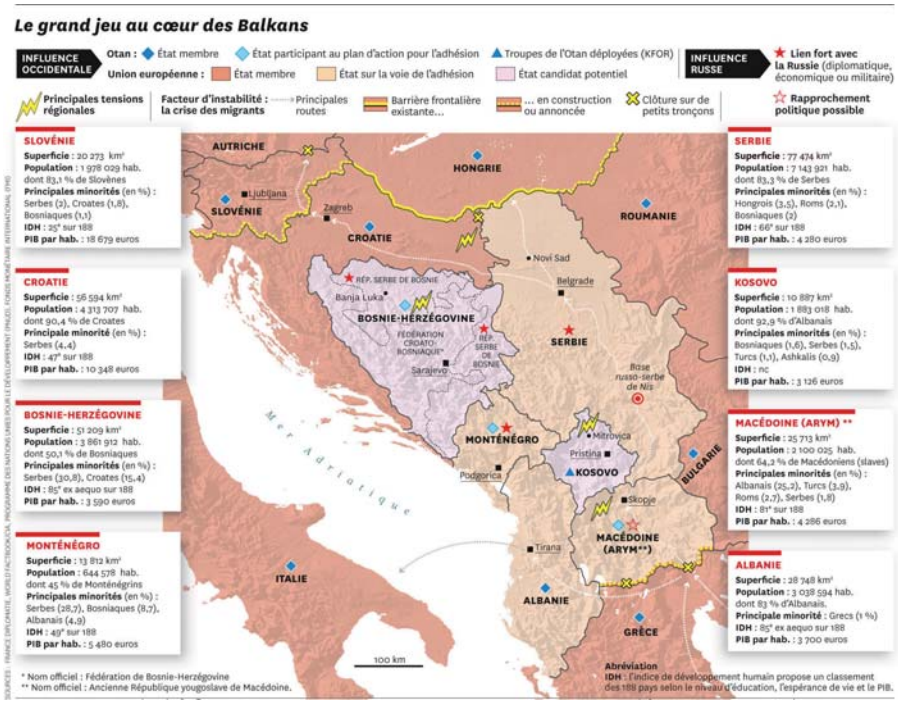


La bourgeoisie va accélérer la construction européenne pour mieux intégrer les pays de l'Est à sa zone d'influence. En 1992, le traité de Maastricht transforme la Communauté économique européenne (CEE) en Union européenne (UE) et intègre de nouveaux membres. L'Euro verra le jour en 2002. En 2004, une étape sera franchie avec l'intégration à l'UE de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovénie…

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Le 1er juillet 1991, le ministre des affaires étrangères du Luxembourg, dont le pays préside le Conseil de l'Europe, annonce que « l'heure de l'Europe est venue dans les Balkans »…

Ce même été, au sein du chaos des Balkans où sont instrumentalisés préjugés nationalistes et religieux, la guerre éclate dans l'ex-Yougoslavie. Elle va ravager la région pendant 10 ans, marquée en juillet 1995 par le massacre de Srebrenica : 8000 hommes et adolescents bosniaques, musulmans, sont assassinés par les troupes serbes. En 10 ans, la guerre fera entre 150 000 et 200 000 morts, 4 millions de déplacés. Pas plus les troupes de l'OTAN que celles de l'ONU ne freineront les combats sanglants, quand elles ne se rendent pas complices des massacres…



source : Courrier international, fév. 2017

Une région dévastée, terrain d'affrontement entre l'UE et la Russie

Plus de vingt ans après la fin de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, aujourd'hui éclatée en 7 Etats, les tensions sont toujours là, instrumentalisées tour à tour par l'Europe, la Russie, les USA qui se disputent zones d'influence et contrôle de la région… C'est le cas en Ukraine autour de la crise du Donbass où s'affrontent depuis 5 ans forces armées ukrainiennes et pro-russes. Un conflit qui a fait à ce jour 13 000 morts, et au sein duquel la France, l'Allemagne ou encore les USA entendent bien défendre leurs intérêts.

Les pays de l'ancien Bloc de l'Est sont aujourd'hui dévastés par la crise économique, la misère et le chômage qui poussent les populations, les jeunes vers l'ouest dans l'espoir d'une vie plus digne…

Dans le même temps, la région est directement confrontée au drame des migrants qui ont afflué à ses portes, cherchant à gagner l'Europe qui se hérisse de murs et de barbelés, à l'est comme à l'ouest.

30 ans après la chute du mur, l'actualité des idées du socialisme et du communisme

30 ans après l'effondrement du « bloc de l'Est », la propagande bourgeoise de l'époque, les odes au marché, à la paix et à la démocratie ont fait long feu. La guerre n'a jamais cessé, y compris en Europe, du fait des rivalités entre les grandes puissances pour le contrôle des marchés, des routes commerciales, des ressources minières et énergétiques…

Frontière hongroise

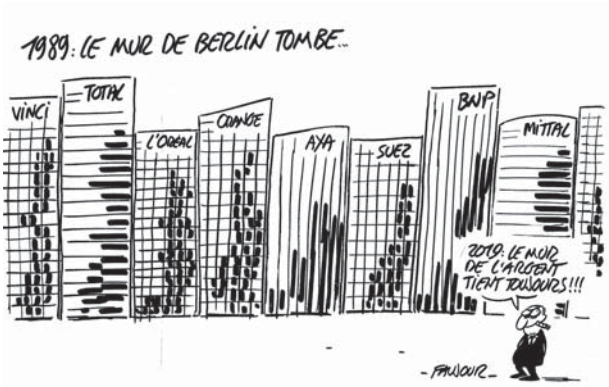
Les « lois du marché », la recherche aveugle du profit immédiat intensifient l'exploitation, détruisent l'environnement, aggravent de façon insupportable des inégalités sociales.

A l'échelle mondiale, les tensions s'exacerbent, les budgets militaires explosent. Des centaines de millions de femmes, d'hommes, d'enfants, vivent dans des conditions insoutenables, et de plus en plus nombreux sont ceux qui n'ont d'autre choix que de fuir la guerre, la misère, les catastrophes…

Nogales, mur-frontière USA Mexique

Le capitalisme, c'est la guerre, les murs

Les multinationales et la finance, les classes dominantes ne peuvent maintenir leur domination qu'en amplifiant la répression.



Elles réduisent partout les droits démocratiques en se dotant de régimes de plus en plus autoritaires qui flattent et instrumentalisent les préjugés nationalistes, xénophobes, anti-immigrés…

Le mur de Berlin est tombé en 1989, mais de nouveaux murs ne cessent d'être érigés sur tous les continents pour contenir les pauvres, diviser les exploités, entre les USA et le Mexique, Jérusalem et Gaza, à Ceuta, Mellila… ou en Hongrie où l'ultra-réactionnaire Orban, au pouvoir depuis presque dix ans, a érigé aux frontières un mur anti-migrants.

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » Karl Marx

Face aux drames qu'engendre la fuite en avant capitaliste, des jeunes, étudiant.e.s, lycéen.e.s, des ouvrier.ere.s, des multitudes d'hommes et de femmes se soulèvent dans le monde entier pour exiger le droit de vivre, la démocratie, les salaires, les conditions de travail, le respect de l'environnement… militent pour la solidarité des exploités par delà les frontières.

Ces luttes contestent le capitalisme, le pouvoir de l'aristocratie financière et des multinationales.

Elles portent en elles la nécessité de la révolution, de la prise en main démocratique de la société par les exploité.e.s eux-mêmes, l'immense majorité de la population.

Elles portent la perspective du communisme et du socialisme, celle qu'anticipaient en 1847 Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Une perspective à l'opposé de la monstruosité qu'a été le stalinisme !

Bordeaux, 21 sept. 2019